



« chacun reçoit selon ses besoins et cotise selon ses moyens » !

La Sécurité Sociale va avoir 75 ans en octobre 2020. Elle est toujours une idée aussi jeune et constamment attaquée et remise en cause au nom d'une conception libérale de la société s'opposant aux notions même de solidarité, principe de son fondement : « chacun reçoit selon ses besoins et cotise selon ses moyens » !

La création de la Sécurité Sociale a été lancée par l'ordonnance du 4 octobre 1945, préparée par le Conseil National de la Résistance et a été rapidement mise en place sous la responsabilité du Ministre du travail Ambroise Croizat au cours des mois qui ont suivi.

Avec Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics, la Coordination Nationale dont le Codef est adhérent, a décidé de lancer une grande campagne pour la Sécurité Sociale.

Il ne s'agit pas de commémorer mais d'œuvrer à la défense et au développement de la Sécurité Sociale.

L'agenda gouvernemental va multiplier les occasions de la remettre en cause :

- Le débat parlementaire à l'automne sur le projet de loi de finances 2021 de la Sécurité Sociale (PLFSS) en sera une. Il devrait mettre en œuvre les annonces des derniers mois avec son cortège d'exonérations de cotisations, attaquant son financement et son principe fondateur, mélangeant budget de l'État et budget de la Sécurité Sociale avec une volonté affirmée de prise en main totale par l'État .
- L'annonce de la création d'une cinquième branche pour la perte d'autonomie à gouvernance différente des autres pour mieux permettre l'entrée des marchés financiers en sera une autre. La prise en compte de la perte d'autonomie est évidemment indispensable, mais dans le cadre de l'assurance maladie.
- Il y a aussi la réforme des retraites en suspens etc.

La campagne qui sera menée sera revendicative, à la fois défensive et offensive, source de propositions comme celle que porte la Coordination Nationale d'un remboursement à 100 % par la Sécurité Sociale des soins et de la prévention.

Elle portera l'indispensable notion d'une nouvelle démocratisation de la Sécurité Sociale, avec en particulier le retour à des élections de ses administrateurs, la remise en cause de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM).

Cette campagne devra être combative, faite de moments d'éducation populaire, de débats, de mobilisations autour de la Sécurité Sociale.

1er Août 2020